

LES FAITS MARQUANTS DES NÉGOCIATIONS DE BANGKOK SUR LE CLIMAT: SAMEDI 1ER SEPTEMBRE 2012

Samedi, l'ADP s'est réuni toute la journée pour examiner l'ambition et la vision de l'ADP. Les séances du matin et l'après-midi ont vu se dérouler un certain nombre de groupes de contact et de consultations informelles de l'AWG-KP et l'AWG-LCA.

L'ADP

TABLE RONDE: L'ambition: Les discussions sur l'ambition se sont poursuivies à partir de là où elles avaient été laissées vendredi. De nombreux pays en développement ont souligné que l'ambition doit traiter de l'adaptation, de l'atténuation et des moyens de mise en œuvre. Beaucoup ont souligné la nécessité pour les parties qui ne l'ont pas encore fait, de présenter leurs engagements.

La REPUBLIQUE DE COREE a souligné la nécessité : d'une approche holistique pour renforcer les actions nationales et la coopération internationale ; et d'un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation. Le délégué a suggéré que les parties qui ont présenté des engagements devraient supprimer les conditions qui les accompagnent et passer à une gamme d'engagement supérieure.

L'ARABIE SAOUDITE a souligné la nécessité de régler l'ambition en matière d'adaptation, notamment à travers les engagements pris par les parties, la mise en place d'un registre et la tenue d'un atelier consacré à la discussion de ces questions. La BARBADE a déclaré que l'accroissement de la participation à travers les engagements est essentiel, soulignant que la question ne concerne pas l'écart au niveau de la participation, mais de l'écart au niveau de l'ambition.

La SUISSE, appuyée par la NORVEGE, a déclaré que les axes de travail ne doivent pas être considérés comme étant concurrentiels, mais plutôt comme étant complémentaires. La BARBADE a souligné que l'ambition des axes de travail doit être abordée de manière urgente.

La SUISSE a souligné les aspects qui entravent les progrès sur la question du relèvement de l'ambition, à savoir : une compréhension technique du potentiel des mesures conjointes et individuelles, ainsi que celui de volonté politique. Le délégué a appelé à la tenue de discussions techniques sur l'ambition, se concentrant sur l'échange d'expériences et l'analyse du potentiel d'accroissement de l'ambition dans différents secteurs. Le délégué des ILES SALOMON a déclaré que l'échange d'expériences ne serait pas utile si les moyens de mise en œuvre de l'amélioration des MAAN ne sont pas assurés. Le délégué des ILES MARSHALL a déclaré que l'engagement avec les acteurs non étatiques devrait être amélioré, ciblé et interactif.

Le JAPON a appelé à une meilleure transparence sur les mesures d'atténuation et d'amélioration de la coopération, y compris en dehors de la CCNUCC. La NORVEGE a déclaré que le relèvement de l'ambition exige de la clarté sur la comptabilité de la réduction des émissions, pour comprendre ce que font les pays et à quelle hauteur, précisant que cela est facile à réaliser pour les partis ayant pris des engagements au titre du Protocole de Kyoto.

SINGAPOUR a souligné trois aspects en rapport avec le relèvement de l'ambition : approfondissement du train de mesures à prendre et, notamment de l'ambition dans le cadre du Protocole de Kyoto et de la gamme des promesses ; élargissement de la gamme des mesures, précisant que les initiatives complémentaires sont pertinentes, mais qu'elles doivent renforcer le système multilatéral et respecter les différentes compétences des organisations multilatérales; et, élargissement de l'éventail des acteurs.

La BOLIVIE a souligné la réticence de certaines parties à se joindre à une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, et a demandé pourquoi les partis veulent "tuer" un système qui fonctionne pour beaucoup. Le délégué a souligné la nécessité d'un système prévoyant des règles comptables claires, un niveau élevé d'ambition et d'engagement. L'EQUATEUR a proposé un régime de respect des obligations, relié à la Cour internationale de Justice.

La CHINE a mis l'accent sur la mise en œuvre, l'engagement et la réduction des inégalités. Le délégué a souligné : l'importance d'avoir une approche globale et équilibrée pour relever le niveau d'ambition de tous les piliers du PAB; que cette ambition n'est pas une question de possibilité, mais de la responsabilité; l'importance des séances d'information ou des rapports provenant d'autres processus pertinents, portant notamment sur le financement à long terme et sur l'atelier consacré à l'accès équitable au développement durable ; et que toute référence à des mesures complémentaires ne doit pas servir d'excuse pour prendre des mesures unilatérales.

L'Australie a souligné : le renforcement de l'entente sur des questions telles que celle de savoir ce qui motive et qui peut inciter à l'ambition, à travers le partage d'expériences, des bonnes pratiques et des initiatives réussies; l'effet catalyseur et démonstratif important des activités complémentaires qui se déroulent en dehors de la CCNUCC; l'écoute des parties sur ce dont elles ont besoin pour relever l'ambition; et le développement des marchés de carbone crédibles. L'UE a proposé la tenue d'une discussion sur : la manière dont la CCNUCC peut assurer la transparence et catalyser l'action dans d'autres organismes multilatéraux. Le délégué a suggéré que le Secrétariat élabore un document technique comportant des options structurées et quantifiées concernant des initiatives complémentaires.



Le BRESIL a souligné : l'équité et l'ambition qui se renforcent mutuellement ; l'importance des accords attractifs, montrant des exemples possibles à prendre pour guide, tels que l'OMC et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (traité de désarmement); le fait que "aucune partie ne quitte le Protocole de Kyoto pour faire plus"; et l'importance de reconnaître l'ambition, pointant vers les pays en développement qui ont mis en avant les MAAN comme exemple. Le délégué a souligné le paradoxe d'avoir à produire des MAAN pour obtenir un soutien, et suggéré que les pays industrialisés sont réticents à fournir un soutien qui pourrait donner lieu à une concurrence de la part des pays en développement. Le délégué des Etats-Unis a souligné l'absence de différenciation entre les parties dans le traité sur le désarmement, évoqué par le Brésil.

La SUISSE a indiqué que les réunions ministérielles ne doivent pas être galvaudées et qu'elles devraient être rapides et bien organisées pour assurer la productivité. Le délégué des PHILIPPINES a rappelé que l'ambition des pays en développement est liée au soutien fourni par les pays industrialisés, et que l'ambition des pays industrialisés en matière d'atténuation est en rapport avec les débats des groupes de travail spéciaux.

La COLOMBIE a suggéré que les discussions sur le changement climatique soit encadrée dans un contexte plus large, préconisant que le changement climatique est une question de sécurité mondiale et qu'il devrait figurer à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La représentante a indiqué que l'adaptation devrait être la pièce maîtresse et a affirmé qu'il "n'y a pas d'option de retour en arrière" du changement climatique pour ce qui concerne les réfugiés climatiques. Les Etats-Unis ont rappelé les discussions sur le climat au sein du Conseil de sécurité. La MICRONÉSIE, soutenue par les Etats-Unis, a souligné l'importance des initiatives extérieures, comme celles qui sont axées sur les HFC, le carbone noir, le méthane et l'ozone troposphérique. La représentante a souligné que, dans le but de combler l'écart en matière d'ambition, les mesures extérieures doivent être complémentaires aux promesses actuelles. Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que les discussions de la semaine prochaine devraient se concentrer, entre autres, sur: les résultats de Doha ; le plan de travail de 2013, et le comblement de l'écart relatif à l'ambition en 2013.

TABLE RONDE: Vision concernant l'ADP: Les discussions se sont poursuivies à partir de là où elles avaient été laissées vendredi. Réaffirmant que l'ADP doit être négocié dans le cadre de la Convention, le BRESIL a indiqué que la négociation d'un nouvel instrument juridique pour 2020 est le principal objectif de la plate-forme de Durban. Mettant en garde contre un démarrage précoce de la négociation de l'instrument, le délégué a précisé que cela contaminait les résultats "réels", attendus pour Doha, qui devraient être la clôture de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA. La BARBADE a signalé, entre autres choses, que le nouvel accord juridiquement contraignant doit : avoir une portée globale et traiter de l'adaptation, de l'atténuation, du financement et de la technologie.

Le Venezuela, au nom du groupe ALBA, a exprimé sa préoccupation au sujet du fait que certaines parties sont en train de remettre en question la validité de la convention, après 20 ans, et de réinterpréter certains termes. Le délégué a souligné qu'un système souple d'accords bilatéraux et multilatéraux risquait de désarçonner le système multilatéral fondé sur des règles.

L'UE a souligné la nécessité d'établir un plan de travail visant à l'adoption d'un accord juridiquement contraignant en 2015, applicable à tous, et a invité les parties à présenter leurs observations et à commencer à discuter de façon informelle de ce que cela signifie en termes pratiques.

La NOUVELLE-ZELANDE a déclaré qu'une participation universelle apporterait un meilleur niveau d'ambition et qu'elle serait la meilleure plate-forme pour l'édification. La TANZANIE a souligné que le soutien aux pays touchés par les impacts du changement climatique est une question d'équité.

La REPUBLIQUE DE COREE a recommandé la souplesse dans l'accord sur la période post-2020, des incitations à la participation des pays en développement, qui doit tenir compte des circonstances nationales, comme le taux de croissance et la densité démographique ; les sources d'énergie ; la dotation des énergies renouvelables ; et l'étendue de la côte.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a souhaité voir l'axe de travail consacré à l'ambition constituer une priorité, aux fins de parvenir à un accord sur un nouveau protocole, et s'est opposé à la tenue d'une table ronde dédiée spécifiquement aux principes, en disant: elles ne doivent pas être examinées isolément.

Le MEXIQUE a proposé que le résultat post-2020 ayant force de loi collabore avec un groupe d'instruments connexes qui ont des dimensions contractuelles, normatives et de facilitation distinctes. Le délégué a exprimé sa déception devant le "silence assourdissant" sur la situation à mi-parcours du financement. Le délégué des ILES MARSHALL a suggéré que la "répartition binaire" entre les pays de l'AWG-KP pourrait être remplacée par un certain nombre de listes comportant un terrain d'entente plus différencié, à partir duquel les pays pourraient "sortir" des exigences plus strictes.

Le délégué des EMIRATS ARABES UNIS a déclaré que le principe des responsabilités communes mais différenciées pourrait être renforcé, tout en permettant à un groupe de parties, plus large, de jouer "un rôle équitable" dans la réduction des émissions, compte tenu de la démographie des pays, des ressources disponibles et d'autres facteurs. L'ARABIE SAOUDITE a souligné la nécessité d'une meilleure entente mutuelle dans les négociations.

L'AWG-KP

CONSULTATIONS INFORMELLES : La deuxième période d'engagement : Les parties ont continué à discuter des options permettant de s'assurer de la continuité entre les première et deuxième périodes d'engagement. Plusieurs parties ont réitéré leurs préoccupations que l'application provisoire de l'amendement au Protocole de Kyoto ne puisse pas être rendue opérationnelle de manière suffisamment rapide pour combler l'écart, et conférer ainsi au Protocole "une base juridique solide".

DANS LES COULOIRS

Samedi, les tables rondes sur les axes de travail de l'ADP ont été clôturées. Pendant ce temps, dans le groupe de l'AWG-LCA et ses groupes de contacts informels, les délégués ont continué à "cogner contre les murs". Le but de l'AWG-LCA, ici, à Bangkok, était de mettre "des textes sur du papier pour Doha", comme l'a formulé un délégué. Mais même placer des textes sur du papier semble être une tâche difficile. "Durban a clairement mandaté uniquement la poursuite des travaux sur des questions spécifiques, et nous ne pouvons pas accepter des textes ou des décisions de Doha sur une quelconque autre question", a déclaré le représentant d'un pays industrialisé. "Les autres questions ont déjà été retenues pour examen par les organes subsidiaires ou les institutions créées à Cancun et Durban", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les pays en développement ont identifié nombre de questions non résolues dans le cadre du Plan d'action de Bali, qui doivent être traitées dans l'AWG-LCA. "Les décisions concernant ces questions sont nécessaires pour s'assurer d'une conclusion réussie de l'AWG-LCA à Doha. Dans le cas contraire, quel en sera le sort ? Nous ne pouvons pas les laisser en suspens, et supposer, maintenant que l'ADP est vide, qu'elles y seront ramassées", a déclaré un délégué.

Face à ces deux points de vue divergents, certains espéraient voir un terrain d'entente être trouvé. Nous ne pouvons pas avoir un "dictionnaire de questions en suspens", mais nous ne pouvons pas non plus "avoir rien du tout", a déclaré un participant aux discussions de l'AWG-LCA.